



SNETAA-FO Val d'Oise

UD FO 95 - 38 rue d'Eragny

95310 SAINT-OUEN L'AUMÔNE

Préparation de la rentrée scolaire 2021 dans le Val d'Oise : les Lycées Professionnels ne sont pas une variable d'ajustement !

Non à la reprise des moyens pour la rentrée scolaire 2021 !

Le Comité Technique Départemental du Val d'Oise examinant les projets de dotations globales en heures des établissements scolaires du second degré pour la rentrée 2021 s'est tenu mardi 2 février dernier. Pour rappel, c'est la dernière étape après le Comité Technique Ministériel et le Comité Technique Académique, pour donner aux lycées et collèges leur dotation pour la rentrée prochaine. A tous les niveaux, le constat est le même : l'abondement des moyens n'est pas à la hauteur de la hausse démographique, et notre département est particulièrement concerné par celle-ci !

En effet, malgré une augmentation apparente du nombre d'heures allouées au budget du département d'un peu plus de 800 heures, c'est en réalité une diminution de près de 300 « heures postes », soit moins 17 postes, alors que les heures supplémentaires ruissellent sur les collèges et les lycées (1100 h), soit l'équivalent de 61 postes qui auraient pu être créés et dont la charge pèsera sur les collègues en poste.

Dans un tel contexte, les postes et les conditions de travail sont menacés. S'ajoute à cela qu'avec les contre-réformes du lycée général et de la voie professionnelle, auxquelles notre Fédération s'oppose toujours, l'autonomie de l'établissement dans la répartition des heures dites « non spécialisées » n'a jamais eu d'impact aussi crucial localement. Le principe de concurrence entre les disciplines et les collègues, pour le maintien de leur poste, ou de leurs conditions de travail (dédouplements...) ou encore de leurs modalités pédagogiques (projets...) est toujours plus exacerbé. Ce bilan est encore alourdi par la poursuite des suppressions de classes de Gestion-Administration (LP Turgot de Montmorency, LP Virginia Henderson d'Arnouville...) et les nouvelles fermetures déjà prévues pour 2022 au Lycée d'Osny, au LP du Vexin à Chars et au LP Buisson d'Ermont.

Lors du Comité Technique, l'administration a précisé que pour les Lycées Professionnels (LP) du département, « la marge est remise à zéro », et les moyens ainsi dégagés rebasculés sur les dotations des collèges, afin d'accompagner la « montée de la démographie ». La « marge » consistait en un volant d'heures qui avaient été octroyées aux Lycées Professionnels, en plus de la dotation de base données par les grilles horaires des diplômés, et qui permettait une plus grande souplesse dans les modalités de travail (dédouplements, projets...). **Avec sa Fédération, le SNETAA-FO a dénoncé ce choix départemental de prendre aux uns pour donner aux autres** qui conduit, par exemple, le LP Mendès-France de Villiers-le-Bel à perdre 39 heures de dotation l'année prochaine, avec pourtant une hausse prévisionnelle de 39 élèves ! C'est encore le cas au LP du Château d'Epluches à Saint-Ouen l'Aumône (+29 élèves, -33h), au LP Le Corbusier de Cormeilles-en-Parisis (+48 élèves, -72h), au LP Escoffier d'Eragny (+12 élèves, -15h). Par ailleurs, reçue en audience par l'Inspecteur d'Académie Adjoint, la délégation du LP Buisson d'Ermont s'est vue confirmer ce choix départemental qui affecte également leur établissement (+32 élèves, -9h malgré l'ouverture d'une demi-classe). L'IA considère que les Lycées Professionnels sont déjà

suffisamment dotés. Mais concrètement, quel lycée a estimé avoir été surdoté l'an dernier ? Aucun ! Les moyens dont les collèges ont besoin doivent leur être donnés ! Mais cela ne doit pas se faire au détriment des autres établissements !

Cette reprise de moyens s'effectue alors que le Journal officiel du 24 janvier mentionne l'annulation de 212 501 312 euros du Budget de l'Education Nationale, comme c'était déjà le cas en 2018. 200 000 000 d'euros d'"économies" c'est l'équivalent de 4200 postes, et le Ministère en supprime 1800 ! Ni la Rectrice, ni le Préfet, interrogés dans le cadre des instances rectorales ou départementales, n'ont pu nous expliquer cette « économie » de 200 000 000 d'euros non-dépensés, tandis que les moyens manquent partout et qu'on nous répond qu'il n'y a pas d'argent pour l'école. Le parallèle avec la situation des hôpitaux est évident : depuis la mise en place de l'état d'urgence sanitaire, ce sont des milliers de lits qui ont été supprimés, les hôpitaux sont bien moins lotis qu'au début de l'épidémie ! Et dans le budget de la santé, ce sont 2 milliards d'euros en moins.

Ne pas donner aux soignants tous les moyens de soigner, ne pas donner aux enseignants tous les moyens d'enseigner... Cette gestion de la pénurie est bien la conséquence des choix budgétaires du gouvernement, le choix d'une austérité sur fond de laquelle se déploient les contre-réformes organisatrices de la suppression des postes. Pour notre fédération, la FNEC FP-FO, la réponse aux personnels ne peut plus être « nous n'avons pas les moyens » ou « nous faisons avec les moyens du Ministère ». Il faut des heures-poste, des postes, moins d'élèves par classe. Il faut le dégel du point d'indice et l'augmentation du pouvoir d'achat. C'est ce que les personnels ont largement exprimé lors de la journée de grève du 26 janvier.

Le Comité Technique Départemental « mesures de carte scolaire » qui examine les créations et les suppressions de postes remontées par les établissements dans le département, aura lieu les 2 (groupe de travail) et 9 mars.

Le SNETAA-FO 95 appelle tous les personnels à se réunir afin de faire l'état des besoins pour exiger les moyens nécessaires à l'arrêt de toutes les suppressions de postes, permettre toutes les créations, et améliorer les conditions de travail, ainsi qu'à mettre d'ores et déjà en discussion les initiatives pour la satisfaction des revendications.